

Il n'y a pas de marionnettes de ce côté-ci de la Chambre. Qui se lèvera pour protester dans les rangs du gouvernement? Il doit bien y avoir quelqu'un qui parlera au nom de la vérité. Les députés de l'arrière-ban du gouvernement sont-ils devenus les chiens savants dont j'ai parlé? Sont-ils si intimidés qu'ils ont peur de se porter à la défense de la liberté parlementaire?

● (2030)

Si nous perdons la liberté de parole de la même façon que nous avons commencé à perdre notre liberté d'action dans le secteur économique, comme l'a fait Petrofina, nous perdrons notre liberté individuelle, car c'est ce qui arrive quand vous perdez votre liberté économique. Si nous perdons la liberté de parole en nous faisant imposer la clôture, si nous perdons le droit de nous opposer, le droit de critiquer, le droit de regard sur les affaires de l'État et les comptes publics, pourquoi alors siéger à la Chambre des communes? Qu'est-ce que César aurait fait de nous? Les eunuques de sa cour? Qu'aurait fait de nous l'empereur? Sans doute des gardes d'honneur chargés de jeter des rameaux d'olivier à ses pieds à son entrée dans cette enceinte. L'empereur craint-il qu'on lui dise qu'il n'a pas de vêtement? A-t-il peur d'affronter le Parlement? A-t-il peur de nous regarder dans les yeux? A-t-il peur de nous voir faire une loi progressiste qui nous permettra de réaliser les aspirations et les objectifs de notre pays? Le gouvernement veut-il tenir tout le monde sous sa botte avec l'arrogance de C. D. Howe qui avait dit: «Qui peut nous arrêter?»

Je tiens à le dire, monsieur l'Orateur, on ne peut pas nous arrêter en nous imposant la clôture. Le gouvernement fit cette déclaration lorsqu'il imposa la clôture au cours du débat sur le pipe-line, de sinistre mémoire. Mais aujourd'hui, les députés d'en face disposent d'une majorité confortable. Je refuse, quant à moi, de garder le silence alors que l'on prive et que l'on frustre le Parlement de ses droits. Pour moi, les pactes doivent être francs et honnêtes, et je crois qu'on doit les conclure ouvertement. En nous élisant au Parlement, la population nous a investis de sa confiance. On trahit sa confiance lorsque la majorité parlementaire cherche à priver l'opposition minoritaire de ses droits. Je refuse de vénérer l'empereur de Mont-Royal qui, de son côté, voue un culte à Castro, Galbraith, Mao et Lasky. Permettez-moi de dire, monsieur l'Orateur, que nous sommes tous ici au même titre, et que le très honorable représentant d'en face ne doit pas l'oublier.

Je comptais prendre la parole au cours du débat sur le bill C-59 et parler avec fierté, non pas de cette mesure abominable, mais avec la fierté d'être membre du seul parti politique canadien vraiment national, le seul qui veuille préserver notre statut de commonwealth fédéral. Dans ce bill, le gouvernement veut emprunter 14 milliards. Non seulement le gouvernement libéral veut emprunter cette somme, mais il veut alourdir le déficit de trois milliards supplémentaires qui ne seraient pas remboursables avant mars 1982. Le bill ne précise pas à quel taux d'intérêt ni par quel moyen on empruntera cette somme, pas plus qu'à quel pays le gouvernement veut l'emprunter. Pourquoi procède-t-il ainsi? Parce qu'il a honte, c'est pour cela qu'il a dû recourir à la clôture.

A-t-il recours à la clôture parce que notre dollar vaut 83 cents et que, comme c'est la mesure de la confiance du monde à notre endroit, il ne serait pas flatteur pour le gouvernement de reconnaître que si ces fonds doivent venir des États-Unis, ils nous coûteront 17 p. 100 de plus?

#### Article 75c du Règlement

La dure réalité, la sombre perspective, la seule pensée d'emprunter 14 milliards est effrayante. Le chiffre de 14 milliards est aberrant pour la plupart des gens, mais pas pour les types d'en face. Cela devrait susciter l'effroi dans l'esprit des députés d'arrière-ban d'en face. C'est un héritage de dettes. J'ai un fils de 10 ans, comme d'autres députés ici et comme d'autres Canadiens, et c'est ce que nous leur léguons. Que répond le gouvernement à cela? Il répond: «N'en parlez pas, couvrez la vérité, cachez-la au moyen de la clôture.»

**Une voix:** Écoutez donc là-bas!

**M. Stewart:** Le gouvernement traite ce bill comme si c'était une mesure ordinaire. Impénitent, le gouvernement présente ce bill sans le réviser, et il le fait en imposant la clôture, autrement dit, avec crainte, en tremblant. J'en suis à me demander jusqu'où peut aller la patience des gens, surtout celle des députés de ce côté-ci de la Chambre qu'on prive de leurs droits démocratiques de faire connaître leur opinion sur ce bill. Les députés d'en face doivent certainement éprouver une certaine honte. Le gouvernement se montre d'une impudence incroyable et d'une effronterie consommée en demandant au Parlement d'excuser ses prodigalités et ses folles dépenses. Je dois demander au gouvernement s'il a perdu le sens de la réalité. Je pense que oui. Le gouvernement comprend-il bien ce qu'il demande au Parlement de faire? Oui, car il a recours à la clôture. Il comprend très bien ce qu'il fait.

Le gouvernement est-il devenu si isolé et si borné qu'il ne saisit pas les ramifications de ces emprunts énormes? Les États-Unis les comprennent, et ils commencent à prendre des mesures draconiennes à ce sujet. L'habitude de dépenser au-delà de ses moyens est si ancrée chez ce gouvernement et il en est si pénétré qu'il n'a plus la volonté ou le désir de mettre de l'ordre dans les finances du pays et d'oublier un peu la constitution qui nous a bien servis pendant 130 ans. C'est pourquoi il gouverne en recourant à la clôture.

Je frémis de voir le gouvernement gouverner et dépenser par ukases. Les politiques monétaire et financière ne représentent rien de plus pour le gouvernement que l'addition d'une autre équipe d'imprimeurs afin de produire plus de dollars pour combler les déficits qui s'accumulent d'une année à l'autre et pour payer les dépenses qu'entraînent les bills les uns après les autres. L'expression «équilibre budgétaire» ne figure pas dans les dictionnaires des membres du gouvernement. J'imagine leur surprise si d'aventure on leur en présentait un.

Il y a quelques années, le Vérificateur général avait prévenu le Parlement que l'on n'exerçait aucun contrôle sur les dépenses et que le gouvernement connaissait de graves problèmes. Je n'étais pas député alors, mais je peux facilement imaginer à quoi pense le très honorable député d'en face. Il n'a probablement pas lu le rapport du Vérificateur général. Il peut bien hausser les épaules, mais il lui est impossible d'échapper à la réalité: non seulement il mène le pays à la faillite, mais un nombre grandissant de gens s'en rendent compte, comme le prouvent les sondages qui révèlent que 64 p. 100 des personnes interrogées critiquent l'attitude du gouvernement face au projet de rapatriement. Les 100 milliards de dépenses budgétaires, sans parler du déficit, empêchent tout progrès. Il faut vendre certes, il faut dépenser aussi, mais il faut d'abord et avant tout gagner plus qu'on ne veut dépenser; c'est le B,A,BA. Nous devons pouvoir discuter de cette question à fond et en toute liberté, comme nous devons pouvoir discuter de la